

DÉCLARATION LIMINAIRE

CSA-SD (2D) 11 SEPTEMBRE 2026



MonsEn fin d'année dernière, les taux de réussite au DNB, premier diplôme certifiant pour les élèves, ont connu une baisse significative. En 2026, ce fut 81,6 % de réussite (donc 18,4 % d'élèves qui n'ont pas obtenu le DNB), contre 85,5 % en 2025. La cause ? Une volonté politique de rendre ce diplôme moins accessible, alors même qu'il est le premier passeport pour prétendre aux concours de catégorie C de la fonction publique. Ce ne sont certainement pas les connaissances et les compétences des élèves qui sont sanctionnées, mais une volonté de mettre à sac la démocratisation de l'école. Nous avons été effarés d'apprendre que le ministre de l'Education avait lors d'une réunion déploré ce taux de réussite que lui juge trop élevé. C'est tout de même intolérable d'avoir un ministre qui, contrairement à nous, souhaite l'échec des élèves.

Sous les mantras réactionnaires (« Les élèves ne savent plus écrire, ne savent plus compter ») et en dehors de toute la recherche en didactique, ce sont les méthodes de travail des enseignant-es qui sont mises en cause, et à aucun moment les moyens, qui sont la cause réelle : les classes continuent d'être supprimées, les taux d'encadrement sont toujours aussi élevés. C'est un changement radical de logique qui doit intervenir, pour permettre réellement à un collège émancipateur d'advenir.

À partir de cette rentrée, au collège, c'est aussi la généralisation du passeport d'éducation économique, budgétaire et financière (plus communément appelé Educ'Fi), en classe de 4^e. L'objectif annoncé par le ministère de l'EN, mais aussi par Bercy et par la Banque de France, qui sont partenaires, est de « garantir à chaque jeune l'acquisition de compétences financières » fondamentales. La CGT Educ'Action 94 dénonce le fait que la seule annonce faite concerne la question de la gestion de l'argent. Cela démontre par ailleurs quelles sont les priorités du gouvernement.

Ce dispositif s'inscrit dans une intrusion toujours plus forte des entreprises privées dans l'école. En 2015, la Fédération bancaire française lançait le dispositif « j'invite un banquier dans ma classe » dès le CM1, pour promouvoir l'éducation financière. On ne compte plus les programmes soi-disant pédagogiques financés par de grands groupes financiers et par leurs fondations (l'institut Louis Germain, des banques, etc.). Le lien avec la place croissante dédiée aux entreprises au sein des lycées est évidente et la CGT Educ'action s'y oppose.

Nous ne laisserons pas ces idéologies mortifères entrer dans nos collèges.

Macron et les siens devraient d'ailleurs se pencher sur leur propre gestion des ressources.

Alors que la fin d'année précédente a révélé l'incompétence du gouvernement face au dérèglement climatique, nous aurions pu espérer qu'une politique ambitieuse de rénovation du bâti scolaire. L'annonce de 60 millions d'euros en juin était déjà insuffisante mais au final on nous explique maintenant que ce ne seront que 20 millions qui seront consacrés au budget « bâti ». Autrement dit, une goutte d'eau et rien qui permettra aux collégiens de passer leurs examens dans des conditions sereines. Rien qui permettent au final d'assurer réellement la continuité du service public en période de canicule. Des pansements sur une plaie béante : voilà la politique menée depuis des décennies pour notre système éducatif.

Encore cette rentrée les moyens sont insuffisants : à PVC il manque un BMP de musique et il n'y a pas de CPE titulaire, à Giroud il manque une infirmière alors qu'il y a une ULIS ainsi qu'un complément en musique, pas d'AESH-co de nommé.e au collège Rol Tanguy alors qu'il y a une ouverture d'ULIS. L'état du pôle médico-social est tout aussi alarmant.

La gestion des collègues contractuels a été déplorable. Des centaines n'ont pas été renouvelés alors que les besoins sont là. Pour d'autres ce sont les affectations qui ont été catastrophiques. La titularisation des contractuels sans condition de nationalité et de concours doit être mise en place.

Car de l'argent, il y en a et même pour le Val de Marne ! Il suffit de lire le journal du département qui annonce fièrement prendre en charge les fluides, consacrer une dotation globale de fonctionnement de 7 millions pour les 108 collèges publics et 3,5 millions pour les collèges privés.

Si l'on rapporte ce montant par collège : il représente 64814 euros par collège public et 145 833 euros par collège privé. C'est donc plus du double !

C'est une honte. Avec la mise en place des PAS qui bénéficieront aussi au privé on voit que pour l'enseignement sous contrat l'argent ne manque pas ! Pour la CGT c'est une revendication historique : nous demandons la nationalisation totale de l'enseignement privé sans indemnité ni rachat. Il n'y a pas de place pour une école à deux vitesses qui n'a pour but que de reproduire la ségrégation et les inégalités sociales.

Pour la réussite de toutes et tous, pour l'égalité des droits : il faut sauver nos services publics et leur allouer des moyens à hauteur des besoins.

C'est pour cette raison que nous serons en grève le 29 septembre et que nous appelons chacune et chacun à se mobiliser.



94@CGTEDUC.FR



94.CGTEduc.FR



@CGT_EDUC_94

CGT EDUC'ACTION 94 - 65, RUE DE SEINE - 94140 ALFORTVILLE